

DÉLIBÉRATION n° 2019/140

L'an deux mille dix-neuf et le 29 Novembre à 19 heures, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 22 Novembre, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Alain DASSAIN, Madeleine SERIS, Jean-Manuel CAMACHO, Françoise PIQUE, Alain MAILLE, Zoulikha CHEBBAH et Jean-Marie DA BENTA, Adjoint, Isabelle ORTE, Pierre DUMAINE, Marie-José PARET, Pascal AUDIC, Sandrine DURAN, Stéphanie LAGLEIZE, Pierre DELPERIE, Véronique BAZERQUE, Nicolas TOURON, Laurent LAGES et Philippe LACOSTE.

Absents ayant donné procuration : Nicole MARQUIE à Gisèle ROUILLON, Thomas LECOMPTE à Pierre DUMAINE et Stéphanie NOGUES à Philippe LACOSTE.

Absents : Jean-Pierre CABOS, Patrick CASTERAN, Joëlle PEYRO, Patrick PALMER, Jean-François CROUAU et Françoise ARVEUX.

Secrétaire de séance : Nicolas TOURON

Objet : Urbanisme - Rue du 8 mai 1945 : Demande d'ouverture d'une enquête préalable à une Déclaration d'Utilité Publique

M. le Maire explique que dans le cadre d'une réflexion sur l'évolution de la ville tant en terme d'aménagement du territoire que de développement, de démographie ou d'offres de services et d'équipements, il ressort plusieurs objectifs stratégiques qui pourraient permettre à des projets de voir le jour.

L'un d'entre eux porte sur des terrains abandonnés situés en centre-ville, rue du 8 mai 1945.

Ce projet toucherait un point de la réflexion en cours : l'aménagement du territoire.

Cela concerne la parcelle cadastrée section BS n°209 de 492 m². Elle est en friche depuis des années. La commune a sollicité le propriétaire qui n'a pas répondu ce qui a conduit à décider de lancer cette procédure, un projet d'utilité publique.

Le projet consiste à acquérir ce terrain afin d'écarter les eaux pluviales provenant de la rue du Tir lors des épisodes orageux ou pluvieux.

L'acquisition de ce terrain permettra de réaliser un bassin tampon et de rediriger les pluies excédentaires vers la Baïse.

La procédure, dictée par le Code de l'expropriation, en elle-même visant à déclarer l'utilité publique d'un projet est pilotée par les services de l'Etat.

La présente délibération vise à saisir le représentant de l'Etat dans le département afin d'enclencher cette procédure.

Si l'examen de ce projet reçoit un avis favorable des services de l'Etat une enquête d'utilité publique sera organisée afin de déclarer le caractère d'utilité publique.

La ville fera parvenir à la Préfecture un dossier qui comportera une notice non technique, une présentation cartographique ainsi qu'une estimation sommaire des dépenses

Au vu du code Général des Collectivités Territoriales, du Code de l'Expropriation, du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

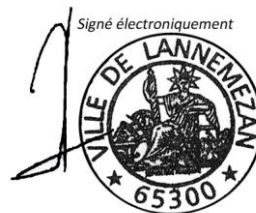
- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à la majorité des votants (Laurent LAGES ne prend pas part au vote) par 20 pour et 2 contre (Philippe LACOSTE et Stéphanie NOGUES),

DECIDE

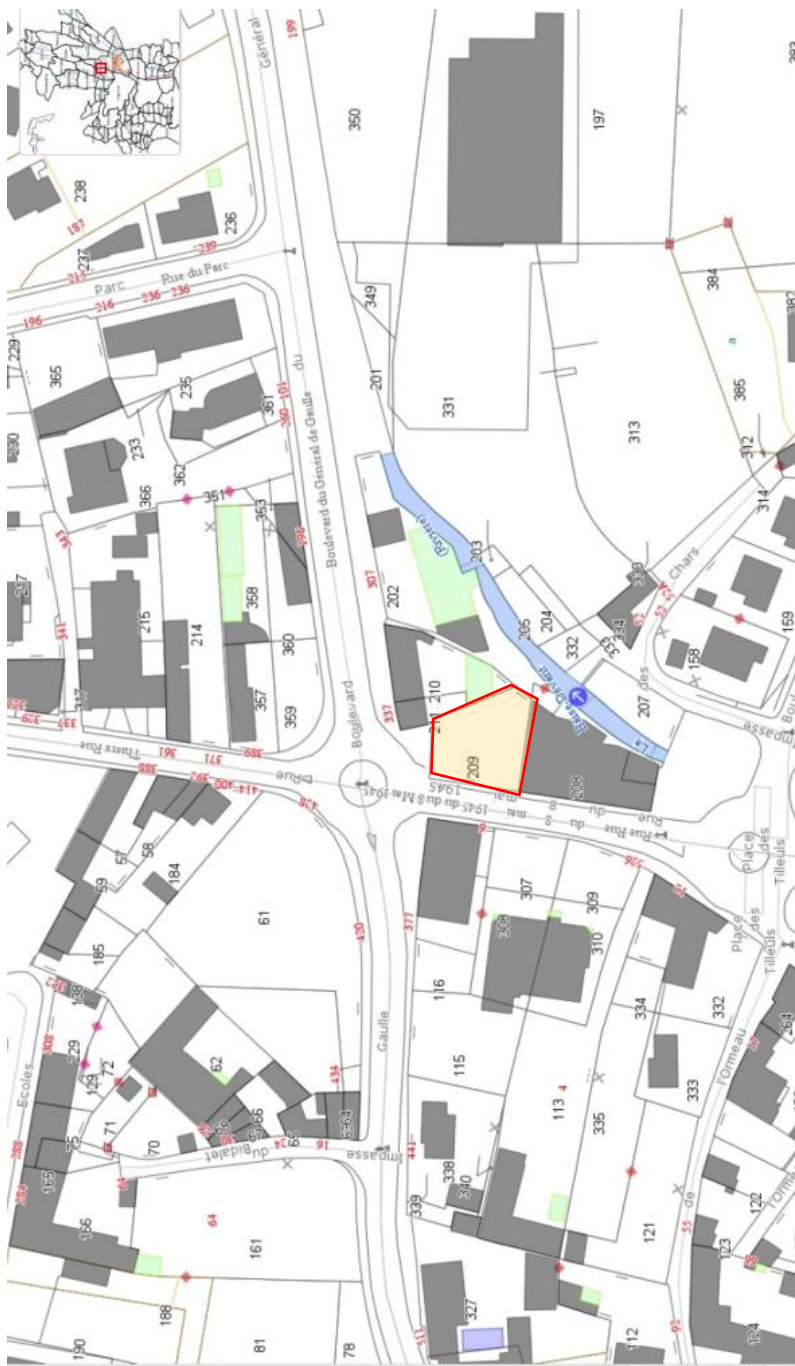
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Hautes Pyrénées l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la résorption d'une friche et à l'aménagement d'un îlot urbain rue du 8 Mai 1945.

- d'autoriser M. le Maire ou en son absence autoriser Madame la 1ère Adjointe (avec faculté d'agir ensemble ou séparément), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour copie conforme,
Le Maire,



Affiché le 11/12/2019



Accusé de réception en préfecture
 065-216502583-20191211-2019-140-DE
 Date de télétransmission : 11/12/2019
 Date de réception préfecture : 11/12/2019